



Fier d'être européen !



Les objectifs de l'Union européenne sont ambitieux. Chaque jour, ces objectifs deviennent plus réels et nous pouvons en être fiers.

LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

- La paix et la concertation.

La paix est une condition essentielle de développement humain et économique. Grâce à l'Union européenne, l'Europe a connu sa plus longue période de paix depuis l'époque romaine. Faire coopérer 15 pays qui se sont combattus pendant des siècles et leur donner des visions communes dans de nombreux domaines, c'est un exploit.

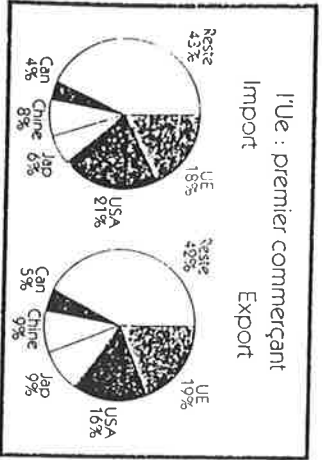
- La liberté de circuler et la liberté de travailler partout en Europe, droit de vote aux élections locales et droit de vote au parlement européen.

Evident ? Maintenant oui, mais il y a quelques années ?

La méfiance entre pays a longtemps rendu le passage des frontières difficiles. Il a fallu attendre les années 60, pour qu'un Belge puisse acheter une maison en France. En 1983, les Français étaient encore limités dans leur déplacement à l'étranger.

UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE.

- Un grand marché : l'Union européenne, première puissance économique mondiale.



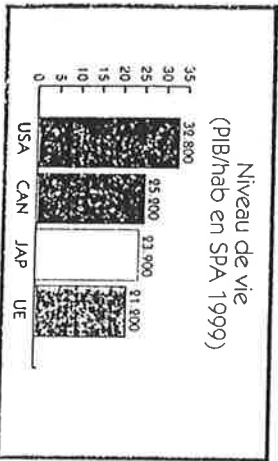
L'Union européenne est devenue

- la première puissance économique mondiale
- le premier commerçant du monde (importation et exportation).

L'UE a connu une très forte croissance jusqu'en 1995 grâce au marché commun, (même plus forte qu'aux USA)

L'Union européenne est devenue n°1 dans de nombreux domaines : aéronautique (Airbus), espace(Ariane), train à grande vitesse, téléphones portables.

L'Euro a déjà amené de nombreux résultats favorables au développement économique.



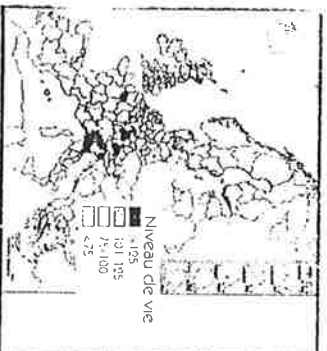
Les citoyens européens font partie des populations les plus riches du monde.



Fier d'être européen !



• Solidarité : un développement pour tous.



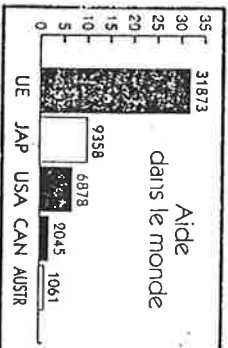
Les régions riches (rouge) aident les régions moins riches (jaune)

PARLER D'UNE SEULE VOIX DANS LE MONDE :

- La politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

Les Européens savent qu'unis, ils peuvent mieux défendre leur point de vue dans les débats internationaux : économie mondiale, interventions en faveur de la paix, aide aux pays désavantagés, politique des réfugiés, politique d'immigration, lutte contre le crime organisé.

- L'Union européenne solidaire du monde.



L'Union européenne et ses membres championne du monde de l'aide au développement mondial. Elle donne trois fois plus d'aide (aux pays pauvres, à la Russie et à la Palestine) que les Etats-Unis ou le Japon. De plus, son aide se fait dans le respect des populations locales.

L'Europe a de nombreux projets de coopération avec les pays méditerranéens et avec les pays d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes.

L'Union européenne encourage "la" et "les cultures européennes". Erasmus, Comenius... sont des programmes qui encouragent les échanges culturels et de formation. L'apprentissage des langues est aussi encouragé. Le sport est aussi à l'honneur. L'ensemble des pays membres de l'Union européenne a remporté 239 médailles contre 97 aux USA et 88 à la Russie lors des derniers Jeux olympiques de Sydney.

Riccardo Petrella : "C'est le contrat social qui est à la base du développement économique d'une société."



Jean Monnet : "C'est le développement de l'homme qui est l'objet essentiel de tous nos efforts. "... Où la notion d'intérêt commun se substituerait, au profit de tous, à celle de l'intérêt national."



L'Union européenne : un fonctionnement original.

Une bonne coopération entre gouvernements avec l'aide d'organismes supranationaux...

Le Conseil européen donne les grandes impulsions politiques.

Il fixe les grandes orientations politiques et donne les impulsions sur les sujets les plus importants. Il est composé des chefs d'États et ou de gouvernement des pays membres et du président de la Commission. Il se réunit en sommet européen, au moins deux fois par an. La présidence est assurée de façon tournante à chaque semestre.

Le Conseil de l'Union européenne (conseil des Ministres) décide.

C'est l'organe le plus important de l'Union européenne. Il représente les pays.

Il adopte, avec le parlement européen, les lois européennes (directives, règlements et recommandations) dans la plupart des cas à la majorité qualifiée (chaque pays a un nombre de voix en fonction de son importance).

Il réunit plusieurs fois par mois les ministres des 15 états membres. La composition change en fonction de l'ordre du jour : les questions agricoles sont traitées par les ministres de l'agriculture, les questions de santé par les ministres de la Santé... C'est un organe de concertation entre nations ou intergouvernemental ou de type confédéral. Tous les six mois, la présidence est assurée par un pays différent.

Il est important de remarquer qu'aucune décision importante ne peut être prise sans l'accord de quasi tous les ministres.

Composition actuelle : 15 ministres, 1 ministre par État membre.

La Commission propose et exécute.

Gardienne des traités, la Commission propose des actions ou des textes de lois et veille, après décision du Conseil de l'Union européenne, à leur bonne exécution. Elle agit dans le cadre de mandats précis donnés par les États membres et sous le contrôle du Parlement européen. De plus, elle exécute le budget et gère les fonds communautaires.

Sa fonction, bien qu'importante, est limitée par le Conseil de l'Union. La Commission ne peut exercer de contrôle direct dans les pays.

C'est un organe qui, une fois nommé, travaille collégialement et indépendamment des États. C'est ce qu'on appelle un organe supranational. Composition actuelle : 20 commissaires, proposés par les États membres et approuvés par le Parlement européen. La Commission siège à Bruxelles.



15 chefs d'État



15 ministres



20 commissaires



L'Union européenne : un fonctionnement original.

Le Parlement donne son avis, codécide et contrôle.

626 députés



Le parlement examine les propositions de directives et de règlements européens qu'il accepte, modifie ou refuse. Il contrôle la Commission européenne. Il vote pour partie le budget communautaire.

Ses 626 députés sont élus directement par les citoyens européens pour un mandat de 5 ans. Son siège est à Strasbourg. Les travaux des commissions parlementaires et des groupes politiques ainsi que les sessions extraordinaires se déroulent à Bruxelles.

La Cour de Justice des Communautés contrôle et interprète les lois.

La Cour de Justice interprète et vérifie l'application des lois et des traités. Ses jugements vont orienter les Cours de Justice de tous les pays membres.

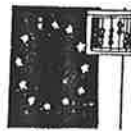
Elle siège à Luxembourg. C'est aussi un organe supranational très important. Composition : 1 juge par pays membre. 15 Juges



15 Juges

Autres organismes importants : La Cour des comptes, le Comité économique et social, le Comité des Régions et la Banque centrale européenne.

Mais n'oublions pas qu'une grande partie des décisions restent de la compétence des gouvernements nationaux : politique sociale, santé, défense, immigration, tourisme, taxation, etc...



Le budget de l'Union européenne.

Les recettes proviennent des pays membres et de recettes propres. Elles représentent 1,1% du PIB des pays membres.

La presque totalité du budget retourne aux pays membres.

Les fonds structurels permettent aux régions de s'adapter aux difficultés diverses et de rester dans le développement européen. Toutes les régions y gagnent, même les régions riches :

1. Les fonds développent le marché intérieur pour tous.
2. Le développement harmonieux évite des tensions par de l'immigration, de la concurrence déloyale ou des délocalisations.
3. L'Euro demande des économies convergentes.
4. La solidarité, c'est aussi un respect mutuel.





L'Union européenne : une nécessaire réforme des institutions.

Les institutions ont permis de bien avancer tant qu'un petit groupe de pays avait une vision commune et des projets communs. Actuellement à 15 et demain à 30, les institutions ne sont plus adaptées à des prises de décisions. Il faut une réforme si on veut faire progresser l'Europe.

Le Conseil de l'Union décide difficilement avec une majorité de 70%.

L'organe principal de décision, c'est le Conseil de l'Union.

- Or, le Conseil écarte de nombreux domaines aussi importants que les politiques sociale et fiscale, la défense, etc...
- Très peu de grands projets sont votés car il faut l'unanimité ou la majorité à 70% des voix ! Il suffit d'un ou deux pays pour que toute décision soit bloquée.
- Cette majorité à 70% est un véritable frein. D'ailleurs aucun gouvernement national ne doit représenter plus de 51% de la population pour être valable.



Les réformes institutionnelles de Nice ont encore compliqué les votes (51% des pays, 74 % des voix et 62% de la population).

Les conséquences ?

1. Avec ce système, l'Europe n'avance plus assez vite.

Il est quasi impossible d'avoir des politiques globales puisque de nombreux domaines sont écartés. Là où il décide, le conseil prend des décisions mininales. Chaque pays ne voit que son propre intérêt sans voir le bien commun à court ou moyen terme. (Voir : manque d'Europe).

2. L'image de l'Union européenne auprès des Européens en souffre.

Le citoyen européen constate ces manques. Nombreux sont ceux qui accusent "Bruxelles", la Commission ou les technocrates. À tort. La Commission européenne ne fait qu'appliquer ce que le Conseil des Ministres a décidé.

Le ministre qui dit : "Grâce à moi, nous avons obtenu... à cause de l'Europe, nous devrons..." Ou "Bruxelles a décidé..." est toujours co-responsable des bonnes et moins bonnes décisions. Très souvent, les ministres ont mis sur le dos de l'Europe les décisions difficiles à prendre chez eux.

Helmut Kohl : "Le navire le plus lent ne doit pas freiner le développement de l'Europe." (abstention constructive).



Guy Verhofstadt : "La discussion consacrée aux institutions est capitale, mais il serait erroné de réduire le débat sur l'objectif final à une discussion portant uniquement sur des institutions."



Exemples de manque d'Europe.

Le système actuel reste un modèle extraordinaire de collaboration et d'intégration entre pays, mais devient insuffisant pour créer une union politique forte.

Les pays membres protègent leurs nationaux :

Malgré l'Union européenne, de nombreux emplois restent nationaux : notaires, architectes, enseignants, fonctionnaires... Le protectionnisme (officiel ou non) est encore important.

Chaque pays seul est faible vis-à-vis des multinationales.

Même un grand pays européen est faible face aux multinationales, même celles originaires du pays. Ces entreprises peuvent délocaliser, transférer les bénéfices d'un pays à l'autre. Il n'y a plus de véritables grandes entreprises nationales (Renault a son centre de décision en France, mais ses intérêts sont plus en dehors de la France qu'en France). Seule une politique européenne peut offrir un contrepois.

Chaque pays subit le manque de politique européenne.

Mitterrand a voulu faire une relance de l'économie française. Sa politique a échoué, surtout parce que dans le même temps les autres pays prenaient des mesures opposées. Il est de plus en plus difficile de faire une politique sociale, quand les pays voisins font du dumping social.

L'Europe prend du retard en recherche.

Chaque pays défend son programme de recherche avec son personnel. Cela coûte plus cher, il y a des doubles emplois et il n'y a pas de concertation. Résultat ? Il y a trois fois plus de prix Nobel aux Etats-Unis et parfois avec des Européens exilés.

Comment collaborer quand un pays joue contre les autres ?

Dans l'affaire "échelon", la Grande Bretagne espionne ses partenaires au profit des USA. Ce n'est qu'un exemple de l'égoïsme possible des pays.

Pas de cohésion dans la crise de la vache folle.

Pendant un moment, les ministres de tous les pays ont minimisé la crise de la vache folle. Le problème était chez le voisin, pas chez eux. C'était l'occasion de boycotter la viande du voisin. Un pays interdit la farine animale chez lui, mais permet son exportation chez le voisin. Ce sont les ministres de l'agriculture de chaque pays qui n'ont pas pu avoir une politique cohérente.



Michel Barnier commissaire européen : "J'ai eu le sentiment que la question qui se posait était plus comment bloquer les autres ? - que - Comment faire fonctionner l'ensemble- ?" Nice 2000

"J'ai rarement entendu parler d'opinion publique européenne, de parlement européen, du fonctionnement de l'Europe". Ce réflexe de court terme a donné un traité de court terme"





Exemples de manque d'Europe.

L'Europe est mal représentée dans le monde.

L'Europe est plus peuplée que les USA, commerce plus que les USA et donne plus d'argent aux pays en voie de développement, à la Palestine et à la Russie. Pourtant, en absence de représentation unique, ce sont les USA qui mènent les discussions avec ces pays.

Emma Bonino (Député européen) : "A force d'être incapable de développer une politique étrangère commune, les 15 finissent par financer la politique étrangère menée par les Etats-Unis."

L'Europe n'a pas d'armée capable de la défendre ou de la faire respecter.

Comment être crédible quand on n'a pas de force armée pour négocier ? Les membres de l'UE ont plus de soldats que les USA et 3/4 de leur budget. Pourtant, l'Europe n'a pas été capable d'agir en Yougoslavie sans les USA. Ils ne sont même pas avertis de toutes les opérations menées par les Américains.

Richard Holbrooke (GB) : "Les insuffisances des 15 qui se sont montrés incapables de maîtriser les conflits du vieux continent."

Madeleine Albright, (USA) : "Les Etats-Unis sont une puissance européenne."
"L'Otan doit être dirigée par des Américains".

L'Europe est démunie face au crime organisé.

Il est facile pour le crime organisé de profiter de toutes les lois disparates, de l'absence de lois fiscales communes, etc.

L'Europe de l'immigration n'existe pas.

Chaque pays croit trouver une solution en rejetant les clandestins chez le voisin. En 2000, les douanes françaises expulsaient discrètement des clandestins vers la Belgique. L'Italie doit-elle faire face seule à tous les réfugiés albanais qui passent sur son territoire vers l'en-semble de l'Europe ?

Conclusion.

Demain, l'Europe ne représentera que 6% de la population mondiale.
Sera-t-elle encore capable d'être influente dans le monde ?
Ou continuera-t-elle à se ruiner en lutte de pouvoir entre pays ?



Pat Cox : "Nous sommes à la veille de l'événement le plus important de l'histoire récente de l'Europe: l'élargissement de l'Union européenne. L'aboutissement des négociations pour l'élargissement est la priorité politique par excellence. La réunification de l'Europe conduit une Europe divisée à partager des valeurs communes et la prospérité économique."



Nicole Fontaine : "Construire une nouvelle Europe avec les citoyens et pour eux : tel est l'objectif du Parlement européen."



Vers une véritable Union politique ?

Si les Européens sont convaincus que les faiblesses de l'Europe proviennent d'un manque de projet européen, il faut agir.

Il faut créer un nouveau projet de société.

Unis, les Européens sont capables de déterminer leurs propres valeurs politiques, sociales et économiques à l'intérieur de l'Union européenne. Une fois ces valeurs choisies démocratiquement, ils doivent se donner les moyens pour réaliser les projets auprès de toutes et tous. La citoyenneté européenne, la prospérité européenne, la solidarité entre régions et le passage à l'Euro sont déjà des exemples concrets d'une Europe en marche.

Unis, les Européens sont capables de devenir une grande puissance et de promouvoir à l'extérieur leurs valeurs de paix, de développement et de solidarité. La diversité européenne permet une meilleure écoute et une meilleure collaboration avec le reste du monde.

L'Europe peut mettre en place des règles communes qui favorisent une concurrence saine dans le monde entier sans que cela soit au détriment des pays moins favorisés.

Avec quelles institutions ?

Nous l'avons vu, les institutions sont devenues inefficaces pour avancer vite. Il faut créer des institutions européennes compétentes pouvant agir efficacement dans les domaines communs comme l'économie, l'agriculture, la recherche, la politique étrangère, la défense... Le système actuel doit donc fortement évoluer.

Toutefois, ce projet ne se fera pas sans les gouvernements nationaux ou régionaux. Ils doivent rester compétents dans les domaines nationaux ou régionaux (enseignement, culture, aménagement local, politique nationale ou locale de développement...). Seul un bon équilibre sur plusieurs niveaux permet d'être efficace pour l'Europe.

Quand et avec qui ?

Le temps presse. Il faut déterminer qui est prêt à poursuivre cette intégration politique et à quel rythme. C'est aux citoyens d'être conscients des enjeux à court terme. Et de faire connaître leur opinion. Pour plus d'Europe ?

Roman Herzog, président de la République fédérale d'Allemagne :
"Une Union politique n'était pas concevable sans union politique."



Romano Prodi : " Nous devons nous doter d'une constitution qui marque la naissance de l'Europe politique."



François Mitterrand : "Le nationalisme, c'est la guerre." "L'Europe se perdrait si elle se confondait avec une simple zone de libre échange."



Joschka Fischer : "Plus personne ne conteste que l'élargissement implique absolument la poursuite de l'approfondissement."

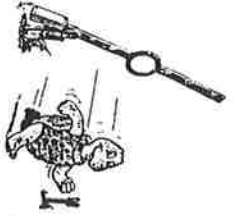


Pourquoi l'élargissement de l'Europe ?

L'élargissement fait partie des priorités de l'Union européenne pour des raisons de démocratie, de solidarité, de paix et d'économie.

Quel est l'intérêt de l'élargissement ?

- Garantir la paix et la démocratie en Europe.
- Les nouveaux pays ne peuvent entrer que s'ils respectent des critères de démocratie et de collaboration. Avec l'aide de l'UE, les conditions sont réunies pour favoriser une paix à long terme.
- **Créer une solidarité.**
L'Europe ne doit pas être une forteresse de riches qui ne se soucient pas de ses voisins moins bien lotis.
- **Créer un grand marché.**
L'Union européenne et les pays candidats peuvent se développer plus vite grâce à un grand marché.



Quelles sont les difficultés pour de nouvelles adhésions ?

Définition des objectifs de l'Union européenne.

Veut-on aller vers une union politique ou vers un simple grand marché ? Beaucoup de candidats et de membres ne voient l'utilité que d'un grand marché.

Contraintes internes à l'Union européenne.

- Il faut une réforme des institutions de l'Europe. Même avec les réformes de Nice, il restera difficile de décider à 25.
- Il faut trouver le moyen de financer le développement de ces pays candidats moins riches.

Contraintes liées aux pays

- Tous les pays ne remplissent pas les critères de démocratie. Tous n'ont pas un système administratif et judiciaire performant. Or demain, ils doivent être capables d'agir comme le reste de l'Europe. Ils doivent être capables d'assurer les mêmes droits de douanes à leurs frontières, etc.
- Tous les pays candidats doivent accepter l'"acquis communautaire", c'est-à-dire les règles déjà en vigueur dans l'Union européenne. Ce qui n'est pas toujours facile pour eux.
- Il faut l'adhésion des citoyens des pays actuels et de ceux des futurs membres. Ce qui n'est pas évident, car très peu d'information a été faite dans chacun de ces pays.

L'intégration de nombreux pays sera difficile et longue, car chaque pays candidat a des profils sociaux, économiques et politiques très différents. Malgré une histoire commune forte, il faut constater que l'intégration des deux Allemagnes est plus difficile que prévu et coûte plus cher que prévu.

Que ces difficultés n'empêchent pas ce merveilleux projet de solidarité de s'accomplir ! Reste à trouver les modalités et le bon agenda.

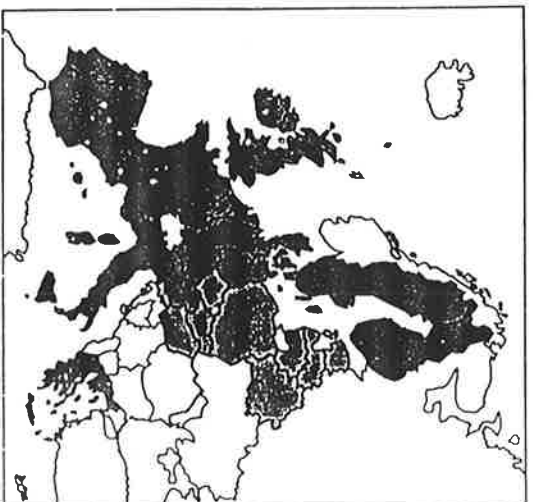


Pourquoi l'élargissement de l'Europe ?

Pays en voie d'adhésion :

Chypre,
Estonie,
Hongrie,
Lettonie,
Lituanie,
Malte,
Pologne,
Tchéquie,
Slovaquie
et Slovaquie

Autres candidats :
Bulgarie,
Roumanie
et Turquie.



Présentation des pays en voie d'adhésion (1999).

	Km ² en milliers	pop en millions	Niveau de vie (PIB/hab en Spé)
Chypre	9	0,8	18055
Tchéquie	79	10,3	12439
Estonie	45	1,5	7890
Hongrie	93	10,2	10561
Lituanie	65	3,7	6972
Lettonie	65	2,5	6080
Malte	0,3	0,4	11729
Pologne	313	38,6	8969
Slovaquie	20	2,0	14516
Slovaquie	49	5,4	10234
TOTAL	738	75,4	9364
+			
EUR 15	3236	377,0	21257
EUR 25	3974	452,4	19294
USA	9373	272,0	32800